



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LES ÉVOLUTIONS SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2022



### Sommaire

- p. 02** Une population vieillissante
- p. 03** Hausse exceptionnelle des défaillances d'entreprise
- p. 04** Un tissu économique porté par les TPE - Une embellie pour l'emploi
- p. 05** La hausse des offres d'emploi déposées à Pôle emploi s'atténue
- p. 06** L'offre d'emploi se dégrade sur certains secteurs d'activité parmi les plus pourvoyeurs
- p. 07** L'offre d'emploi recule parmi certains métiers les plus recherchés
- p. 08 et 09** La hausse des recrutements perdure
- p. 10** Le taux de chômage se maintient
- p. 11** Amélioration annuelle de la demande d'emploi mais hausse trimestrielle.
- p. 12** Les jeunes femmes parmi les bénéficiaires de la baisse du chômage
- p. 13** L'enlèvement dans le chômage en net recul
- p. 14** L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) se dégrade fortement au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2022 - Baisse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre
- p. 15** Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi
- p. 16** Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi
- p. 17** Sources et définitions

### L'essentiel

Après la crise sanitaire et ses conséquences visibles rapidement sur le marché du travail et l'emploi, le retour progressif à la normale a eu des effets positifs sur l'emploi.

Cette note n'a pas de vocation conjoncturelle, elle a pour objet de décrire les impacts sur les marchés du travail et de l'emploi depuis la crise sanitaire jusqu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2022.

L'État français a rapidement mis en place des dispositifs tels que le chômage partiel qu'il a pris en charge financièrement, ainsi que des arrêts maladie dérogatoires pour les gardes d'enfant et les personnes vulnérables pour amortir les effets négatifs sur l'économie française.

Où en sont les départements les plus impactés, les publics les plus touchés ? La situation s'améliore-t-elle deux ans après ? Vous trouverez dans cette note de nombreux indicateurs permettant de mieux appréhender et de suivre la situation économique de la région.

Service Statistiques, Études et Évaluations



### Une population vieillissante

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le nombre d'habitants de la région a dépassé les 5 millions et augmente faiblement depuis pour atteindre, en 2022, les 5 131 200 habitants (toujours la septième région la plus peuplée de France métropolitaine sur les treize) [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 162 habitants au km<sup>2</sup> (120 pour FM<sup>(1)</sup>). Quatre habitants sur cinq résident sur seulement 21% du territoire régional.

Par le passé, la région a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2013 et 2019, la population affiche un rythme de progression de +0,5% en moyenne par an (+0,4% au national). Ce faible accroissement est autant dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) qu'au solde migratoire.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les moins de 25 ans restent moins nombreux en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France métropolitaine, ils représentent 27% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (44%), dont 24% (21% FM) pour les plus de 65 ans.

La population régionale reste vieillissante, plus particulièrement dans les départements alpins et le Var.

<sup>(1)</sup>FM = France métropolitaine

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2019

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
15-24 ans	3 083 800	<b>212 600</b>	10%	<b>10%</b>
25-54 ans	22 335 000	<b>1 637 600</b>	74%	<b>74%</b>
55-64 ans	4 656 400	<b>374 600</b>	15%	<b>17%</b>
Ensemble	30 075 200	<b>2 224 800</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2013 et 2019 : davantage de professions intermédiaires (+0,6 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,9 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (-0,9 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2022

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
Hommes	31 760 200	<b>2 450 800</b>	48%	<b>48%</b>
Femmes	33 867 200	<b>2 680 400</b>	52%	<b>52%</b>
- 25 ans	19 193 100	<b>1 408 700</b>	29%	<b>27%</b>
25-49 ans	19 862 500	<b>1 484 000</b>	30%	<b>29%</b>
50 ans & +	26 571 800	<b>2 238 500</b>	40%	<b>44%</b>
Ensemble	65 627 500	<b>5 131 200</b>	100%	<b>100%</b>

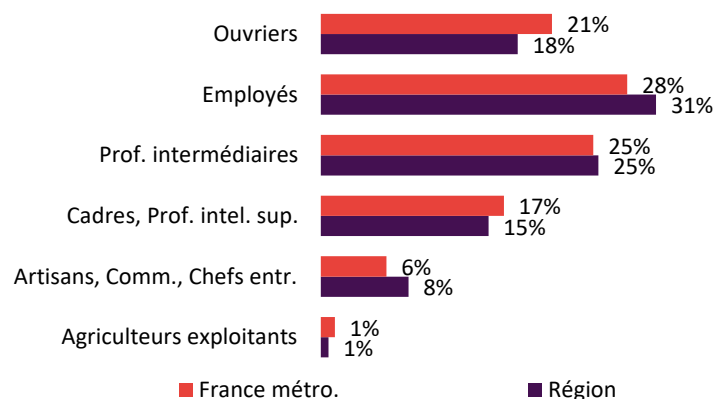
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2019 est de plus de 2,2 millions, soit 72% des 15-64 ans (74% FM). Comme au national, parmi les 55-64 ans, dont la part est de 17%, plus d'un sur deux est actif [cf. [Tableau 2](#)].

Les actifs de la région sont toujours composés en majorité d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises et moins d'ouvriers et de cadres que la moyenne nationale [cf. [Graphique 1](#)].

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2019



### EN SAVOIR PLUS

• Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))



## Hausse exceptionnelle des défaillances d'entreprise

Les créations d'entreprise connaissent une hausse régulière amorcée en 2017, essentiellement stimulée par les créations de micro-entreprises encouragées par un contexte politique plus favorable avec des projets comme la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises). La majorité des créations d'entreprise provient du secteur des services.

La crise sanitaire survenue au début de l'année 2020 a entraîné un confinement mi-mars 2020 se révélant peu propice à la création d'entreprise qui baisse fortement sur la période. Les créations d'entreprises hors micro-entreprises connaissent une lourde chute à l'inverse des micro-entreprises plus épargnées.

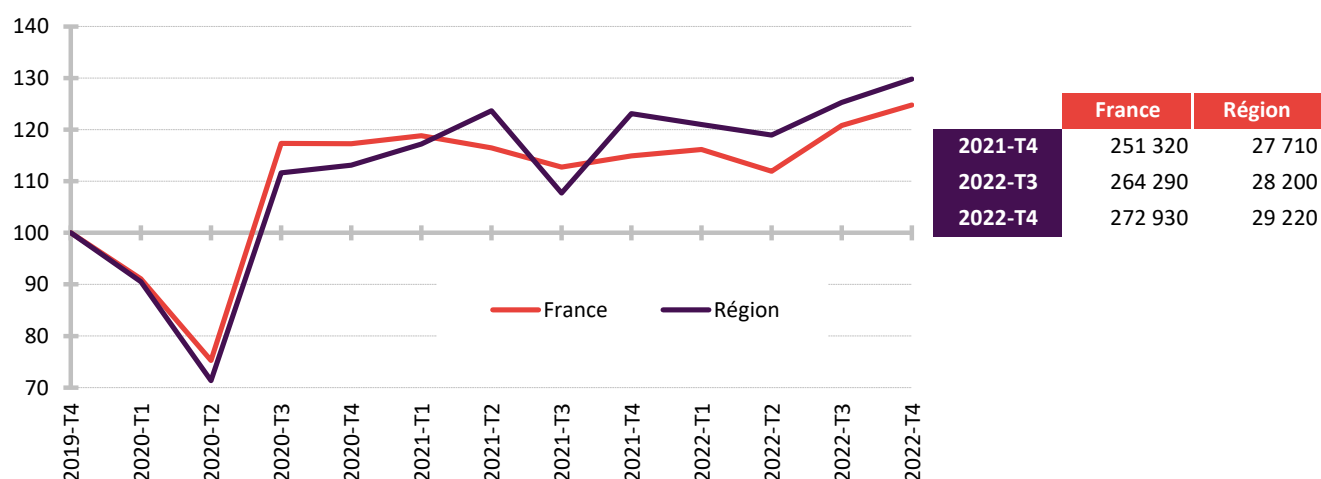
Depuis deux ans, la création de micro-entreprise connaît un ralentissement de son évolution mais affiche tout de même +8% sur an. Depuis un semestre, la création des entreprises hors micro enregistre une évolution positive de +4%. Ces tendances associées entraînent un rebond de la création d'entreprise au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 [cf. Graphiques 2 et 3].

Dans le même temps, selon la Banque de France, la baisse des défaillances d'entreprise durant la pandémie n'indiquait pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résultait : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

Toutefois le nombre de défaillances d'entreprise est en forte hausse depuis le début de l'année (4 020 en cumul sur un an, au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, soit +36%).

Graphique 2

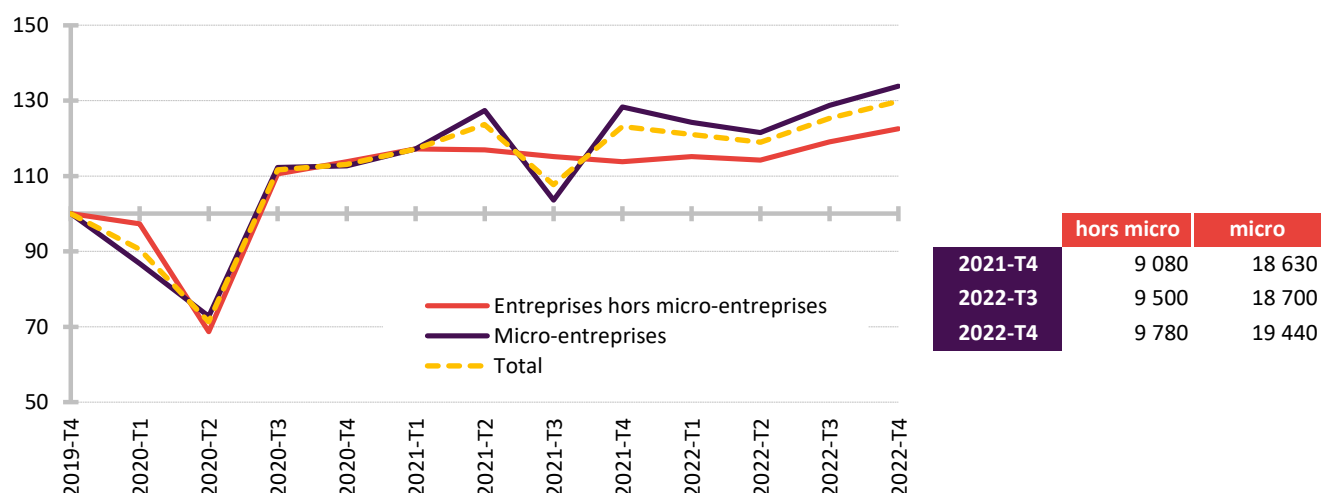
### Évolution trimestrielle des créations d'entreprise - indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Graphique 3

### Évolution trimestrielle des créations d'entreprise par type - indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

## EN SAVOIR PLUS

Le dispositif de calcul des créations d'entreprise a connu une profonde refonte en 2022 entraînant une révision à la hausse du nombre de créations. Plus d'informations méthodologiques ([lien](#))

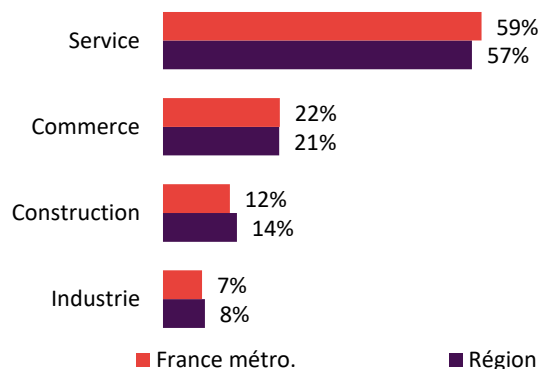


### Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2021, 171 840 établissements employeurs du secteur privé composent les activités marchandes régionales hors agriculture, soit 9% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de la France métropolitaine (71% contre 66%). L'économie régionale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 4]. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 4

#### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2021



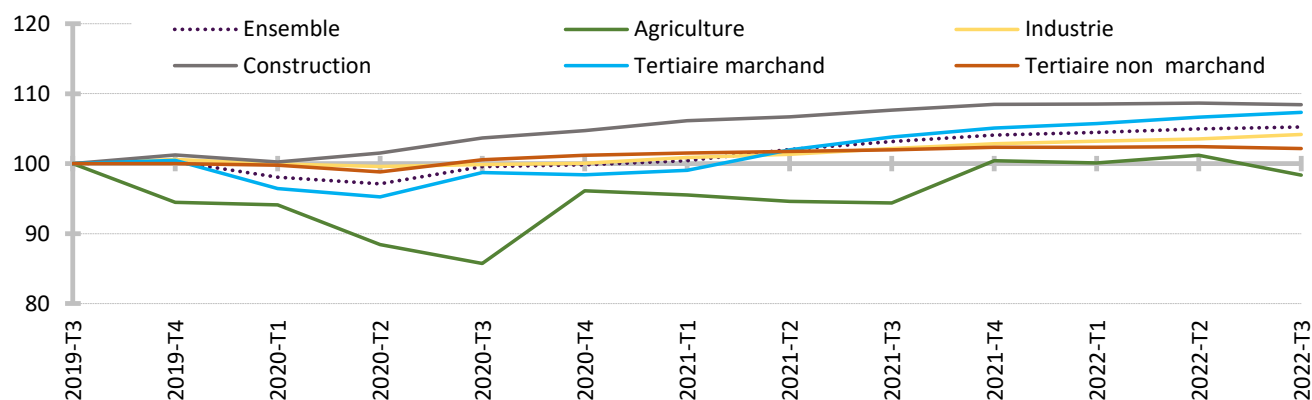
Source : ACOSS, DADS

### Une embellie pour l'emploi

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis a progressé régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,3% en juin 2020 par rapport à fin juin 2019 [cf. Graphique 5]. Une amélioration est visible sur la fin de l'année 2020 et le nombre de salariés retrouve son volume de fin 2018. Seul le nombre de salariés dans le secteur de la construction s'est maintenu, voire a augmenté malgré la crise sanitaire. Le secteur du tertiaire marchand est celui qui a été le plus touché par la crise sanitaire et a perdu près de 47 000 salariés en juin 2020 par rapport à juin 2019 [cf. Tableau 3]. Sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2022, la hausse se poursuit, notamment dans le secteur tertiaire marchand (+69 900 salariés de plus qu'à la même période en 2019, avant la pandémie).

Graphique 5

#### Volume et évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 30 juin 2019 = 100)



Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Tableau 3

#### Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur

	Volumes			Évolutions	
	2022-T3	2022-T2	2021-T3	Trim.	Ann.
Ensemble	1 992 600	1 987 600	1 953 000	+0,3%	+2,0%
Agriculture	23 900	24 600	22 900	-2,8%	+4,4%
Industrie	164 500	163 500	161 300	+0,6%	+2,0%
Construction	118 000	118 200	117 100	-0,2%	+0,8%
Tertiaire marchand	1 021 900	1 015 200	988 200	+0,7%	+3,4%
Tertiaire non marchand	664 400	666 100	663 400	-0,3%	+0,2%

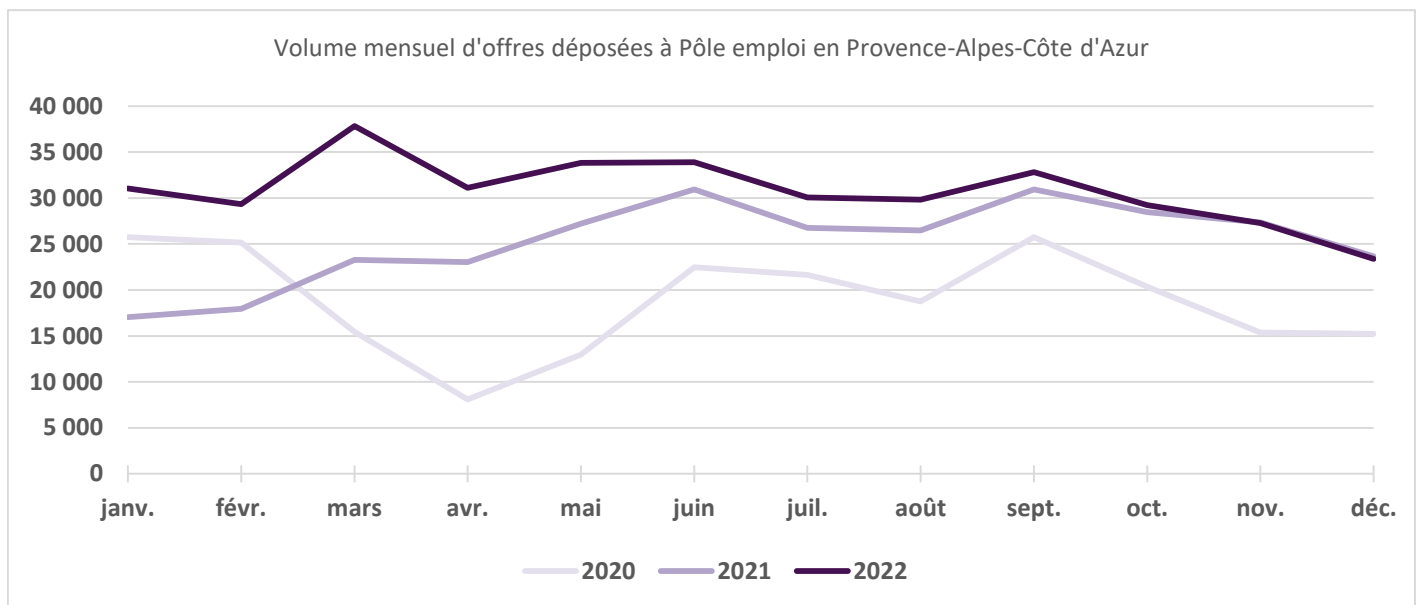
Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

## La hausse des offres d'emploi déposées à Pôle emploi s'atténue

La crise sanitaire a impacté les volumes des années 2020 et 2021 par rapport aux années précédentes. Toutefois l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi tend à s'améliorer et atteint des niveaux très élevés sur l'année 2022 par rapport de ceux de 2019, année de référence [cf. Graphique 6]. La réouverture des activités culturelles, des restaurants, des bars... ont contribué à cette relance. Depuis mars 2022, les offres d'emploi affichaient des volumes jamais atteints. Néanmoins, leur niveau rejoint celui de l'année de précédente sur les derniers mois.

Graphique 6

### Évolution du volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur



L'offre d'emploi sur le dernier quadrimestre a augmenté sur plus de la moitié des départements de la région à l'instar de la France métropolitaine [cf. Tableau 4]. Ces évolutions sont plus prononcées sur les départements de Vaucluse et des Alpes-Maritimes. En revanche, les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Bouches-du-Rhône connaissent un recul des propositions d'embauches par rapport à la même période l'année précédente.

Tableau 4

### Volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi entre septembre à décembre 2022 par zone géographique

	Volumes 2022				Évolution annuelle
	sept.	oct.	nov.	déc.	4 mois glissants
France métropolitaine	359 570	316 190	313 490	273 880	+4%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>32 830</b>	<b>29 220</b>	<b>27 290</b>	<b>23 380</b>	<b>+2%</b>
Alpes-de-Haute-Provence	720	640	590	520	-7%
Hautes-Alpes	1 290	1 180	1 090	860	-0%
Alpes-Maritimes	7 270	6 830	5 920	5 560	+12%
Bouches-du-Rhône	12 060	10 500	10 240	8 220	-9%
Var	7 060	5 780	5 430	4 850	+6%
Vaucluse	4 440	4 300	4 030	3 360	+18%

Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres - données brutes

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres d'emploi et recrutement ([lien](#))



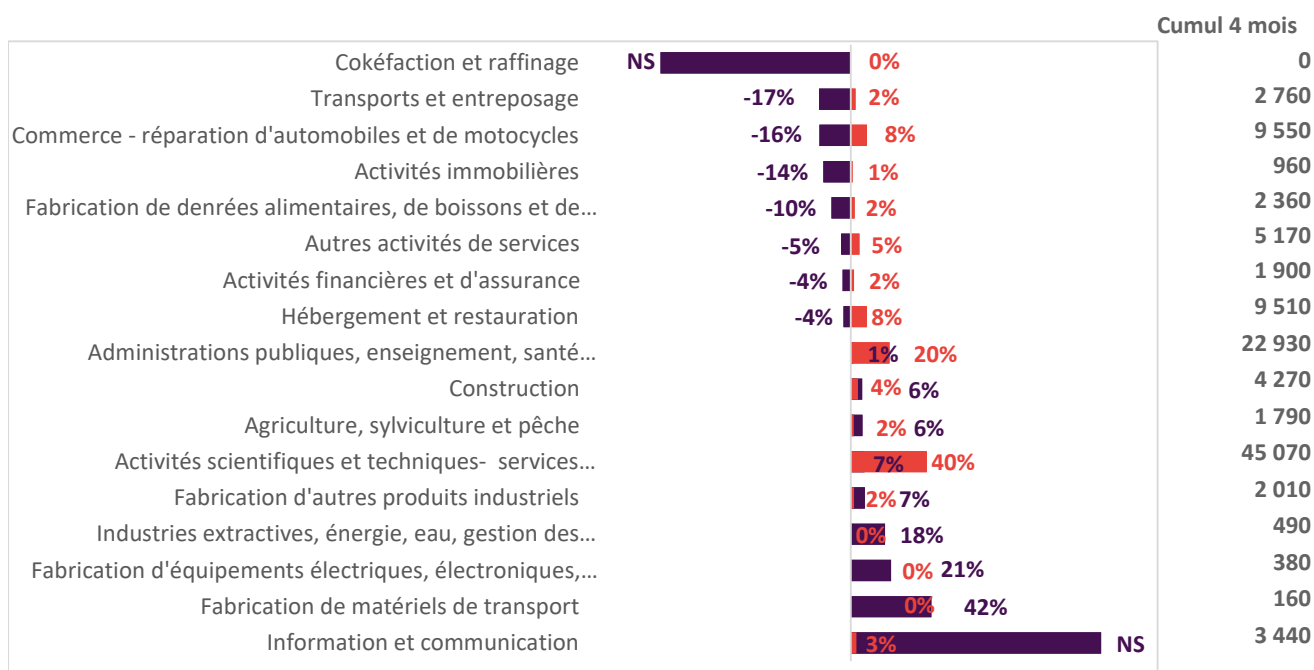
### L'offre d'emploi se dégrade sur certains secteurs d'activité parmi les plus pourvoyeurs

Plus de la moitié des grands secteurs d'activité (A17) enregistrent un gain de leurs propositions d'embauches mais certains secteurs pesant près de 30% de l'offre connaissent un recul [cf. Graphique 7].

C'est le cas de l'hébergement - restauration et du commerce - réparation d'automobiles et de motocycles (près de 16% du total de l'offre d'emploi) qui affichent un recul des propositions d'embauche. Toutefois, elles sont compensées par une hausse des secteurs des activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien et des administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale qui pèsent près de 60% de l'offre d'emploi déposée.

Graphique 7

**Évolution entre septembre et décembre 2021 / entre septembre et décembre 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par secteur d'activité A17**



NS = évolutions non significatives

Plus précisément [cf. Tableau 5], les sous secteurs des aides à domicile enregistrent depuis plusieurs mois de fortes augmentations du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi. Cette amélioration est visible aussi au sein des activités des agences de travail temporaire. En revanche, la majorité des branches de la restauration voit son offre d'emploi se dégrader.

Tableau 5

**Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (septembre à décembre) dans les quinze secteurs d'activité détaillés (NAF 732) les plus représentatifs**

	Volume	Évolution	Poids
Activités des agences de travail temporaire	27 730	+12%	25%
Aide à domicile	8 230	+27%	7%
Restauration traditionnelle	3 260	-5%	3%
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 680	-16%	2%
Hôtels et hébergement similaire	2 310	-14%	2%
Restauration de type rapide	2 080	+5%	2%
Production de films et de programmes pour la télévision	2 060	NS	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 030	-3%	2%
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	1 780	-7%	2%
Administration publique générale	1 720	-6%	2%
Activités des sièges sociaux	1 570	-0%	1%
Ingénierie, études techniques	1 550	-6%	1%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	1 540	-12%	1%
Activités hospitalières	1 480	-5%	1%
Activités des agences de publicité	1 470	+1%	1%

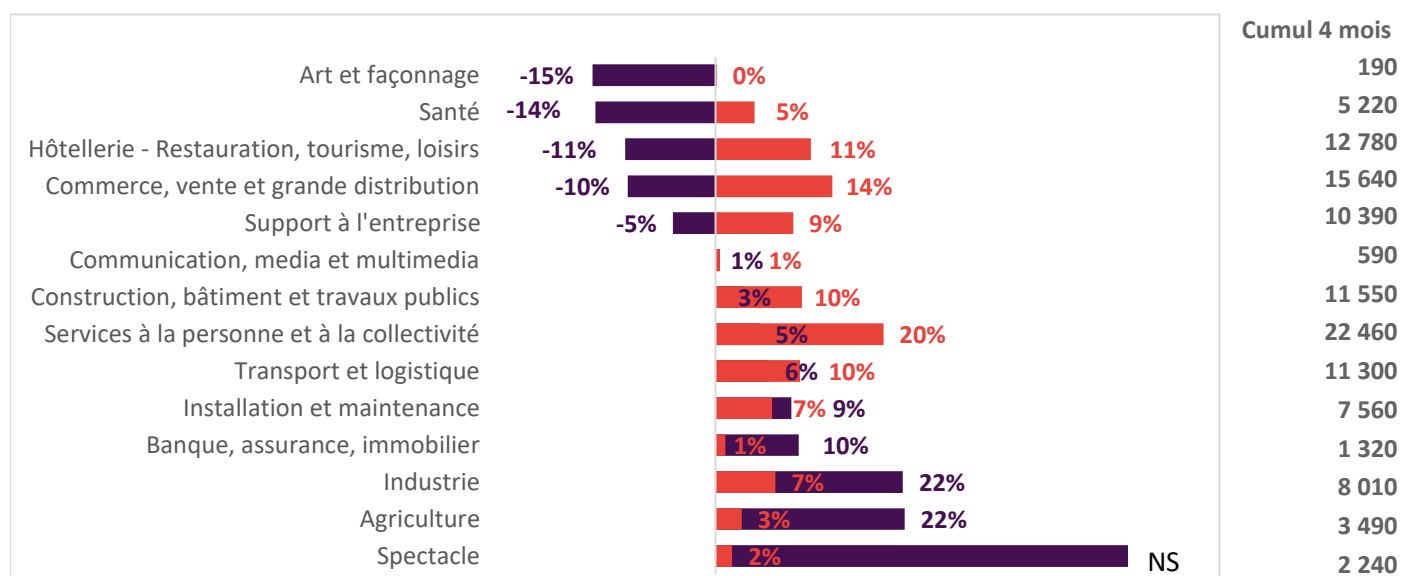
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

## L'offre d'emploi recule parmi certains métiers les plus recherchés

Le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi augmente pour la plupart des grands domaines de métiers, au cours des quatre derniers mois, notamment pour ceux du transport et logistique, de l'installation et maintenance, de l'agriculture, de l'industrie et du spectacle qui représentent conjointement 29% de l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi [cf. Graphique 8]. En revanche, les métiers de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs, du commerce, vente et grande distribution et du support à l'entreprise sont en recul ; à eux seuls, ces domaines pèsent plus d'un tiers des propositions d'embauches.

Graphique 8

Évolution entre septembre et décembre 2021 / entre septembre et décembre 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par domaine professionnel demandé



NS = évolutions non significatives

Plus précisément [cf. Tableau 6], le nombre d'offres d'emploi pour des métiers de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs affiche des pertes de potentiel d'emploi, notamment avec un recul pour les métiers de personnel de cuisine, de service en restauration et de personnel polyvalent en restauration. À l'inverse, la plupart des offres pour les métiers des services à la personne et du transport - logistique est en hausse.

Tableau 6

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (septembre à décembre) dans les quinze métiers (ROME) les plus représentatifs

Métier (ROME)	Volume	Évolution	Poids
Assistance auprès d'adultes	4 980	+54%	4%
Services domestiques	4 120	+2%	4%
Magasinage et préparation de commandes	3 060	-1%	3%
Personnel de cuisine	3 030	-14%	3%
Mise en rayon libre-service	2 510	-9%	2%
Nettoyage de locaux	2 440	-9%	2%
Vente en alimentation	2 220	-5%	2%
Service en restauration	2 160	-7%	2%
Art dramatique	2 120	NS	2%
Assistance auprès d'enfants	2 090	-5%	2%
Comptabilité	2 050	+14%	2%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	1 860	-0%	2%
Personnel polyvalent en restauration	1 800	-27%	2%
Manutention manuelle de charges	1 630	+10%	1%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	1 560	+12%	1%

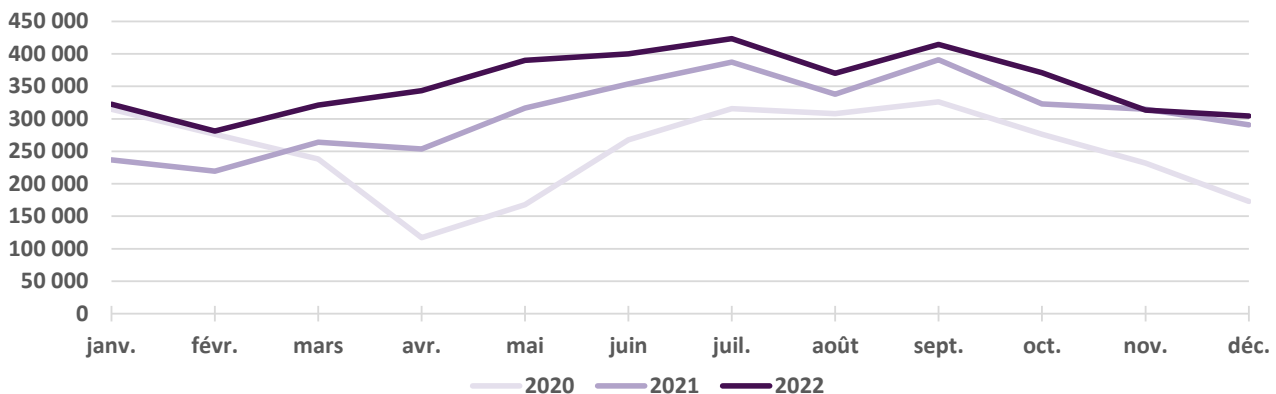
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

### La hausse des recrutements perdue

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte qui s'améliore après la baisse importante enregistrée au moment du 1<sup>er</sup> confinement [cf. Graphique 9]. En effet, en avril 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche atteint un niveau très faible de 117 000 unités. Les périodes de confinement alternantes, le couvre-feu et les fermetures de certains établissements, peu propices aux recrutements, ont contribué à une dégradation des embauches tout au long de l'année 2020. Depuis mai 2021, le volume de recrutements était quasiment identique à celui de 2019. L'augmentation des DPAE se poursuit sur le 4<sup>e</sup> trimestre 2022.

Graphique 9

#### Volume mensuel des déclarations préalables à l'embauche en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

En cumul sur les douze derniers mois glissants, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est de 4 252 990 et augmente de +15% par rapport à l'année précédente sur la même période [cf. Tableau 7]. Les secteurs de l'hébergement, restauration et des arts, spectacles et activités récréatives connaissent une forte hausse de leurs embauches. Le secteur des services administratifs et de soutien, représentant près de la moitié des embauches, connaît aussi une embellie, notamment impulsée par l'intérim. Ce contexte favorable aux recrutements est visible sur la plupart des secteurs, à l'exception de la construction qui est en recul.

Tableau 7

#### DPAE par secteur d'activité (cumul année 2022)

	Volume	Poids	Évolution
Agriculture	87 060	2%	+4%
Industrie	64 840	2%	+8%
Construction	75 260	2%	-1%
Commerce	223 450	5%	+4%
Transports et entreposage	70 170	2%	+1%
Hébergement et restauration	447 510	11%	+49%
Information et communication	90 640	2%	+71%
Activités financières, d'assurance et immobilières	35 970	1%	+12%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	195 900	5%	+6%
Services administratifs et de soutien	2 042 150	48%	+12%
<i>Dont intérim</i>	1 775 210	42%	+10%
Administration publique et enseignement	88 750	2%	+3%
Santé humaine et action sociale	502 420	12%	+11%
Arts, spectacles et activités récréatives	266 890	6%	NS
Autres activités de services	61 990	1%	+7%
<b>Ensemble secteurs d'activité</b>	<b>4 252 990</b>	<b>100%</b>	<b>+15%</b>

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

NS = évolution non significative

#### EN SAVOIR PLUS

- les publications de l'ACOSS-URSSAF ([lien](#))

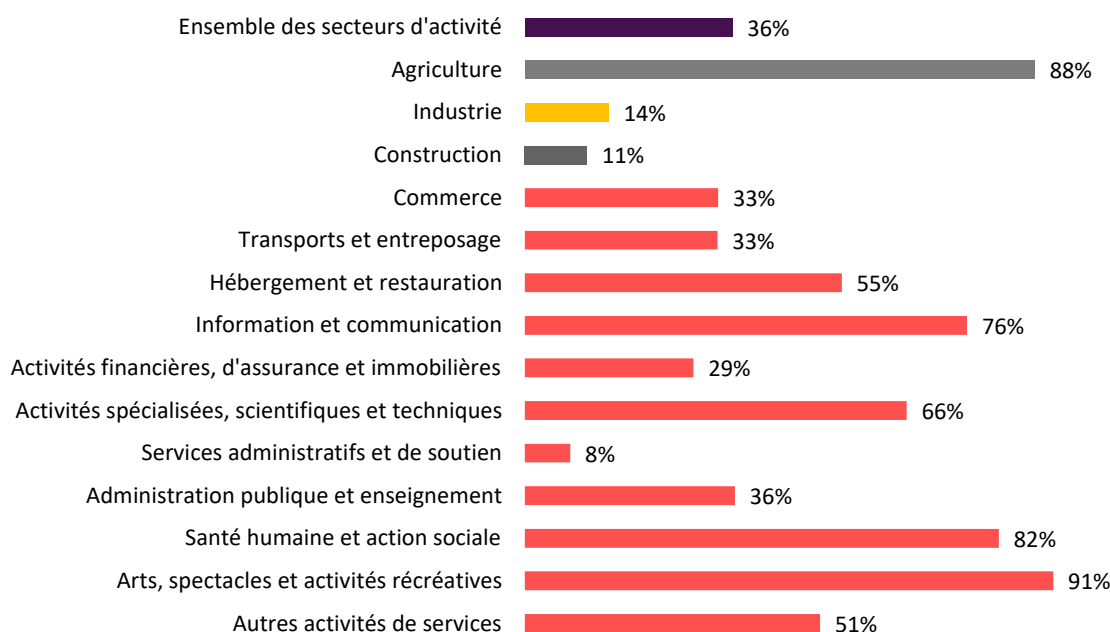




Plus d'un tiers des contrats d'embauche sont des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 10], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et le spectacle (respectivement 4% et 11% des DPAE hors intérim). Les secteurs de la santé humaine, action sociale et de l'information, communication présentent aussi une part importante de contrats courts.

Graphique 10

### Poids des contrats de moins d'un mois (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation année 2022)

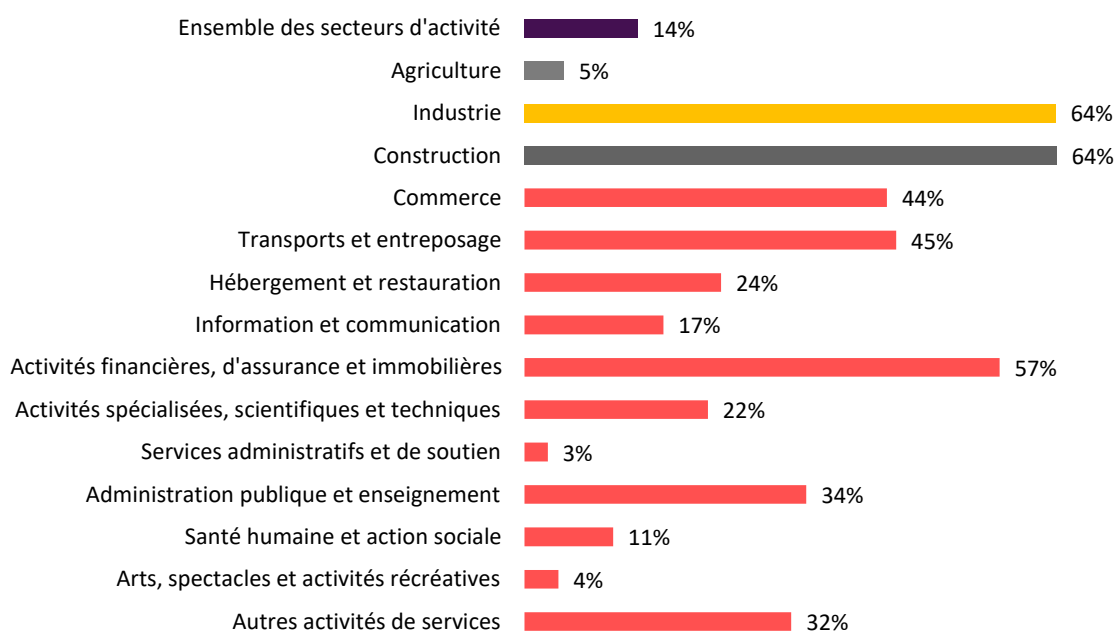


Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 14% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (resp. 3% chacun des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 64%. Les secteurs de la santé humaine et action sociale et des services administratifs et de soutien (20% et 11% des DPAE hors intérim) ont peu recours à de l'emploi durable [cf. Graphique 11].

Graphique 11

### Poids des contrats de six mois et plus (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation année 2022)

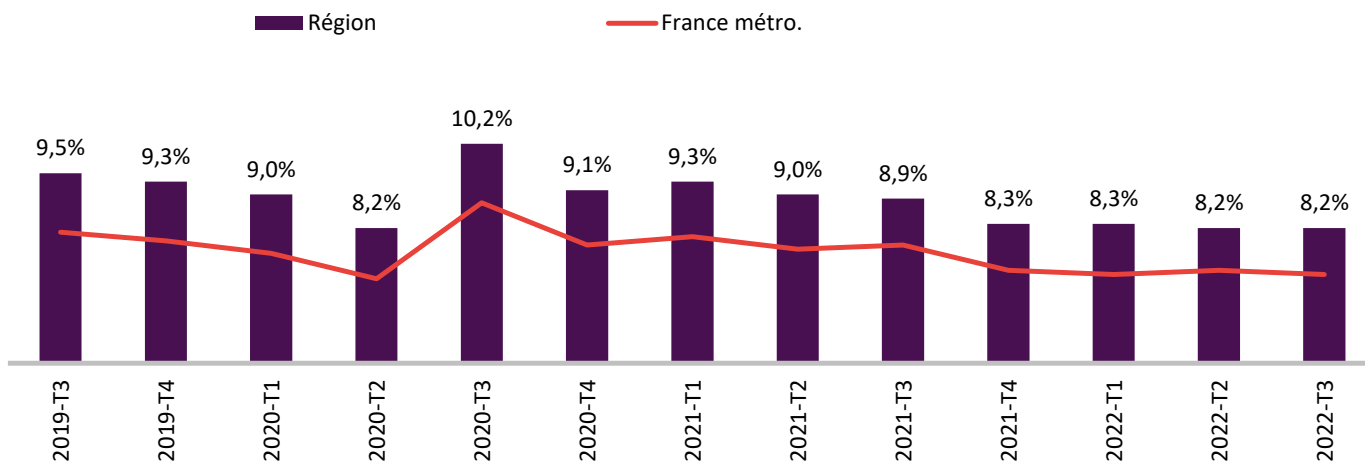


### Le taux de chômage se maintient

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est à la 3<sup>e</sup> position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine, après Hauts-de-France et Occitanie. Au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la région avait atteint son taux de chômage le plus bas depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2008 [cf. Graphique 12]. Toutefois, les effets négatifs de la crise sanitaire sur le marché du travail ont engendré une hausse de +2 points au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (comparable à la hausse en France métropolitaine). Le taux de chômage tend à s'améliorer depuis la fin d'année 2020. Il retrouve un niveau identique d'avant crise et reste stable depuis la fin de l'année 2021 (8,2%).

Graphique 12

#### Taux de chômage localisé



Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

Au sein des départements de la région, les taux de chômage sont plutôt élevés, seul celui du département des Hautes-Alpes est de nouveau en dessous de celui de la France métropolitaine [cf. Tableau 10]. Sur un trimestre, seul le département des Bouches-du-Rhône connaît une légère diminution.

Sur un an, la situation s'améliore mais est difficilement comparable. En effet, les conséquences de la crise sanitaire étaient encore visibles sur le taux de chômage au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2021. Cela entraîne des baisses annuelles marquées au 3<sup>e</sup> trimestre 2022.

Tableau 8

#### Taux de chômage par zone géographique et évolutions

	Volumes 2021/2022			Évolution (en points)	
	2022-T3	2022-T2	2021-T3	trim.	annuelle
France métropolitaine	7,1%	7,2%	7,8%	-0,1	-0,7
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>8,2%</b>	<b>8,2%</b>	<b>8,9%</b>	<b>+0,0</b>	<b>-0,7</b>
Alpes-de-Haute-Provence	8,5%	8,3%	8,9%	+0,2	-0,4
Hautes-Alpes	6,9%	6,8%	7,4%	+0,1	-0,5
Alpes-Maritimes	7,4%	7,4%	8,6%	+0,0	-1,2
Bouches-du-Rhône	8,7%	8,8%	9,3%	-0,1	-0,6
Var	7,6%	7,4%	8,2%	+0,2	-0,6
Vaucluse	9,6%	9,5%	10,3%	+0,1	-0,7

Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

#### EN SAVOIR PLUS

- Le tableau de bord de la conjoncture par l'INSEE ([lien](#))



## Amélioration annuelle de la demande d'emploi mais hausse trimestrielle

La baisse amorcée du nombre de demandeurs d'emploi en septembre 2018 a été interrompue par le confinement lié à une crise sanitaire mondiale [cf. Graphique 13]. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) a atteint son plus haut niveau au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et s'établit en moyenne à 385 690 (avoisinant les 400 000 en avril 2020).

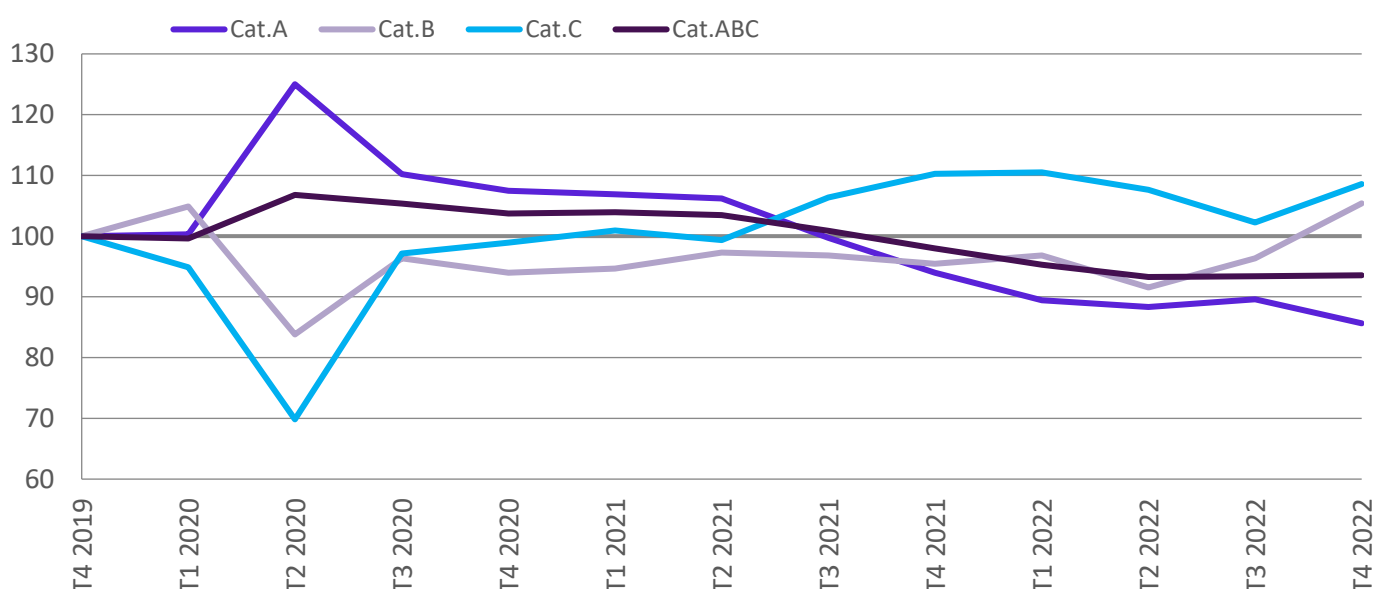
Depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2018, les évolutions des catégories B et C (ceux qui travaillent plus ou moins 78 heures dans le mois) étaient plutôt stables alors que celle de la catégorie A était en baisse. La crise sanitaire avait inversé ces tendances. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, la demande d'emploi cat.A est en recul annuel de -8,9%. Les demandeurs d'emploi en cat.C sont aussi en baisse annuelle, à l'inverse, les demandeurs d'emploi en cat.B sont en hausse. Ces tendances associées entraînent une baisse de -4,5% des catégories ABC (453 270).

Toutefois, sur un trimestre, les demandeurs d'emploi en cat.B et en cat.C sont en hausse respectivement de +9,4% et de +6,2%. La baisse des demandeurs d'emploi cat.A de -4,4% amorti l'augmentation trimestrielle des demandeurs d'emploi cat.ABC (+0,2%).

À fin novembre 2022, on comptabilisait 275 220 allocataires en fin de mois, soit une baisse de -5 000 personnes sur un an.

Graphique 13

### Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en cat. A, B et C (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'amélioration annuelle de la demande d'emploi sur le 4<sup>e</sup> trimestre 2022 est visible sur l'ensemble des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur [cf. tableau 9]. Néanmoins, les évolutions trimestrielles se dégradent sur la plupart d'entre eux à l'exception des départements des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône.

Tableau 9

### Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	T4 2022	T3 2022	T4 2021	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	5 113 370	5 153 000	5 394 230	-0,8%	-5,2%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>453 270</b>	<b>452 550</b>	<b>474 670</b>	<b>+0,2%</b>	<b>-4,5%</b>
Alpes-de-Haute-Provence	15 470	15 390	16 010	+0,5%	-3,4%
Hautes-Alpes	13 110	12 840	13 520	+2,1%	-3,0%
Alpes-Maritimes	92 890	93 320	98 660	-0,5%	-5,8%
Bouches-du-Rhône	188 950	189 760	197 730	-0,4%	-4,4%
Var	84 300	82 990	87 980	+1,6%	-4,2%
Vaucluse	58 540	58 260	60 770	+0,5%	-3,7%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

## 12 \_ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

### Les jeunes femmes parmi les bénéficiaires de la baisse du chômage

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans a été la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent, plus particulièrement pour les hommes.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (11%) dans la demande d'emploi alors que la part des seniors représente plus du quart (29%) [cf. Graphique 14].

Après cette importante dégradation, la population des moins de 25 ans poursuit son recul au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 pour se chiffrer à 51 530 personnes (soit -2 390 sur un an). Les 25-49 ans atteignent 270 240 (soit -13 500 sur un an). Le recul des demandeurs d'emploi seniors se poursuit et atteint 131 510 (soit -5 500 sur un an).

Graphique 14

#### Évolution (4<sup>e</sup> trimestre 2021 - 4<sup>e</sup> trimestre 2022) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC (moyenne trimestrielle CVS)

DEFM cat. ABC		DEFM cat. ABC homme		DEFM cat. ABC femme	
-25 ans	-4,4%	-25 ans	-3,4%	-25 ans	-5,5%
25 à 49 ans	-4,8%	25 à 49 ans	-5,7%	25 à 49 ans	-3,9%
50 et+	-4,0%	50 et+	-4,5%	50 et+	-3,6%
Total	-4,5%	Total	-5,1%	Total	-4,0%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Tableau 10

#### Nombre et évolution de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle au 4 <sup>e</sup> trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	632 230	3 074 930	1 406 200	2 466 530	2 646 830	5 710 600
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>51 530</b>	<b>270 240</b>	<b>131 510</b>	<b>218 940</b>	<b>234 330</b>	<b>453 280</b>
Alpes-de-Haute-Provence	1 770	9 020	4 690	7 330	8 150	15 480
Hautes-Alpes	1 290	8 160	3 660	6 430	6 680	13 110
Alpes-Maritimes	9 250	54 600	29 040	44 240	48 650	92 890
Bouches-du-Rhône	21 940	115 170	51 840	93 780	95 170	188 950
Var	10 450	48 540	25 320	38 930	45 370	84 310
Vaucluse	6 830	34 750	16 960	28 240	30 290	58 540
	Évolution annuelle au 4 <sup>e</sup> trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	-4,7%	-5,7%	-4,3%	-5,4%	-5,1%	+5,9%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-4,8%</b>	<b>-4,0%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-4,0%</b>	<b>-4,5%</b>
Alpes-de-Haute-Provence	-4,8%	-2,5%	-4,5%	-3,3%	-3,3%	-3,4%
Hautes-Alpes	-5,1%	-3,2%	-1,9%	-3,2%	-3,0%	-3,0%
Alpes-Maritimes	-4,6%	-6,0%	-6,0%	-7,3%	-4,5%	-5,8%
Bouches-du-Rhône	-4,7%	-4,7%	-3,7%	-4,4%	-4,5%	-4,4%
Var	-3,4%	-4,4%	-4,1%	-5,0%	-3,4%	-4,2%
Vaucluse	-4,3%	-4,5%	-1,5%	-4,6%	-2,8%	-3,7%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

## L'enlèvement dans le chômage en net recul

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an (DELD). Ce public s'était considérablement accru après la crise économique de 2008 et les années ayant suivi. À l'instar de la demande d'emploi catégories ABC, une amélioration dans l'évolution était visible depuis le milieu de l'année 2019. Ce dernier n'a pas fait exception à la dégradation du marché du travail consécutif au confinement. Néanmoins, ce public recule au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, un peu plus fortement pour les demandeurs inscrits depuis deux ans ou plus. Il affiche un niveau de 193 240 personnes.

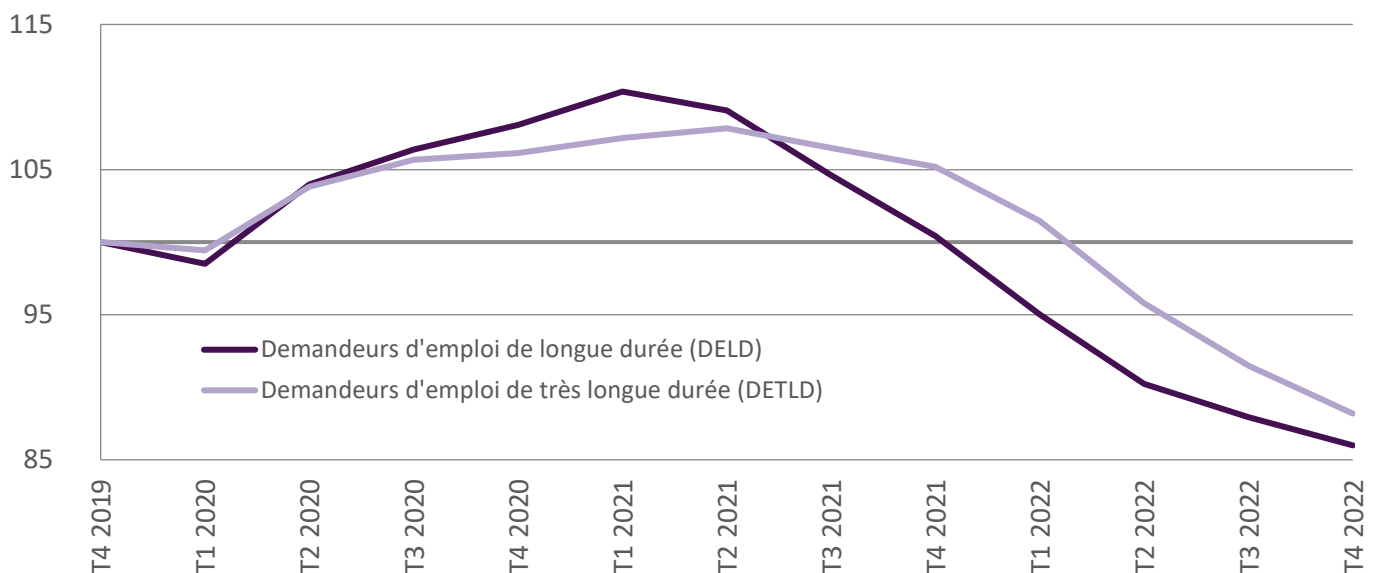
Au sein de ces demandeurs d'emploi, certains sont inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus et sont appelés demandeurs d'emploi de très longue durée (DETLD). Ce public avait doublé en huit ans, ce qui a engendré un enlèvement au chômage, autant présent dans la région qu'au niveau national. Toutefois, depuis le début de l'année, ce public est en fort recul et atteint son plus bas niveau depuis 6 ans, soit 112 550 personnes au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 (25% de la DEFM cat. ABC) [cf. Graphique 15].

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 87 100 à fin décembre 2022.

De plus, la précarité poursuit sa baisse significative du nombre de bénéficiaires du RSA, inscrits à Pôle emploi, qui descend à 61 820 en décembre 2022. Ils reculent de -10,7% par rapport à la même période en 2021.

Graphique 15

### Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par ancienneté au chômage (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Avec un recul sur l'ensemble des départements de la région, la demande d'emploi de très longue durée s'améliore significativement, les volumes de demandeurs d'emploi sont plus bas qu'avant la pandémie et sont similaires à ceux de 2017 [cf. Tableau 11]. Les évolutions trimestrielles s'améliorent également pour tous les départements de la région.

Tableau 11

### Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en cat. ABC à Pôle emploi depuis plus d'un an par zone géographique

4 <sup>e</sup> trimestre 2022	DELD			DETLD		
	Volume	év. trim.	év. ann.	Volume	év. trim.	év. ann.
France métropolitaine	2 295 900	-2,2%	-13,5%	1 369 700	-4,1%	-14,6%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>193 200</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>112 550</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-16,2%</b>
Alpes-de-Haute-Provence	7 300	-1,6%	-11,2%	4 480	-2,4%	-12,2%
Hautes-Alpes	6 200	+0,0%	-12,0%	3 840	-1,8%	-11,3%
Alpes-Maritimes	38 300	-2,1%	-17,4%	22 220	-3,6%	-17,2%
Bouches-du-Rhône	82 800	-2,7%	-13,3%	48 350	-3,9%	-15,6%
Var	32 500	-2,1%	-16,4%	18 200	-4,7%	-20,1%
Vaucluse	26 100	-1,7%	-11,6%	15 470	-2,3%	-13,7%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

### L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) se dégrade fortement au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2022

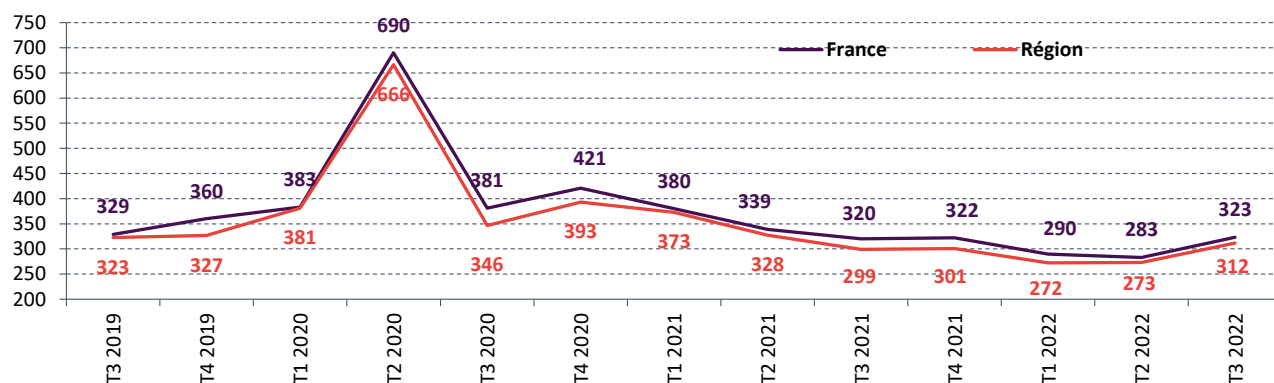
Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, un demandeur d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur resterait, en moyenne, inscrit plus de dix mois et une semaine consécutivement (312 jours) sur les listes de Pôle emploi. Après une période d'embellie et de stagnation en 2021 et au premier semestre 2022, l'indicateur se détériore au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2022 (+39 jours). Cette forte hausse des indicateurs concerne la totalité des populations. Les hommes de moins de 25 ans ont l'ICDC qui se dégrade le moins (+22 jours), à l'opposé des hommes de 25 à 49 ans qui ont l'indicateur qui augmente le plus (+42 jours) en trois mois.

Au cours de ce trimestre, les indicateurs des secteurs de l'installation - maintenance (296 jours), de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et animation (286 jours) et de la communication, média et multimédia (314 jours) observent chacun une hausse d'environ un mois (30 à 31 jours). Les secteurs de la banque, assurance, immobilier (351 jours) et des arts, façonnage d'ouvrages d'art (254 jours) observent des dégradations de leurs indicateurs plus importantes (environ deux mois).

En rythme annuel, l'ICDC régional se détériore de près de deux semaines (+13 jours). La majorité des indicateurs augmente par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2021 [cf. Graphique 16].

Graphique 16

#### Durée d'inscription à Pôle Emploi, mesurée par l'indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)



Source : Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur - Fichier Historique Statistique des demandeurs d'emploi - données cvs

Donnée France non disponible au moment de la publication

### Baisse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2022, plus de 92 700 demandeurs d'emploi inscrits en catégories AB ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une diminution de -10,6% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2021. Sur 12 mois glissants, cela représente plus de 380 700 retours à l'emploi (-0,5% par rapport à l'année 2021). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories AB diminue de -8,2%. L'ensemble des départements connaît une baisse annuelle du volume des reprises d'emploi, le département des Alpes-Maritimes est celui qui constate la plus forte baisse annuelle du volume des reprises d'emploi (-16,1%) des départements de la région, suivent les Hautes-Alpes (-10,3%), le Var (-9,7%), le Vaucluse avec les Bouches-du-Rhône (-8,8%) et les Alpes-de-Haute-Provence (-6,4%) [cf. Tableau 12].

Tableau 12

#### Nombre et évolution des retours à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon leurs caractéristiques

	3T-2022					Evolutions annuelles 3T-2022 /3T-2021	
	Nombre de retours à l'emploi	Cumul 12 mois glissants	Taux de retours à l'emploi <sup>(a)</sup>	Tendance <sup>(b)</sup>	Contrib. à la tendance	Retours à l'emploi	DEFM Cat. AB
<b>Retours à l'emploi pour les demandeurs d'emploi en catégorie AB</b>	<b>92 750</b>	<b>380 660</b>	<b>9,4%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-10,6%</b>	<b>-8,2%</b>
<b>dont demandeurs d'emploi</b>							
Tranches d'âge							
de moins de 25 ans	15 680	66 370	13,8%	-6,4%	-1,2%	-16,5%	-9,0%
de 25 à 49 ans	58 300	239 590	10,1%	-0,8%	-0,5%	-10,6%	-8,1%
de 50 ans ou plus	18 770	74 700	6,5%	+6,4%	+1,2%	-4,9%	-7,9%
Ancienneté							
depuis moins d'un an	59 020	243 720	9,8%	+5,1%	+3,1%	-4,1%	+0,7%
depuis un an ou plus	33 730	136 940	8,9%	-9,1%	-3,6%	-20,1%	-19,7%
dont plus de deux ans	18 120	73 670	8,4%	-1,7%	-0,3%	-16,4%	-20,7%
Sexe							
hommes	46 180	196 080	9,8%	-1,9%	-1,0%	-11,4%	-8,8%
femmes	46 570	184 580	9,1%	+1,0%	+0,5%	-9,8%	-7,6%

(a) Le taux de retours à l'emploi est le nombre de retours à l'emploi ramené au nombre de demandeurs d'emploi en catégories AB

(b) La tendance est l'évolution sur le cumul de 12 mois glissants entre la période étudiée et la même période de l'année précédente.

#### EN SAVOIR PLUS

- Les trajectoires et retour à l'emploi ([lien](#))



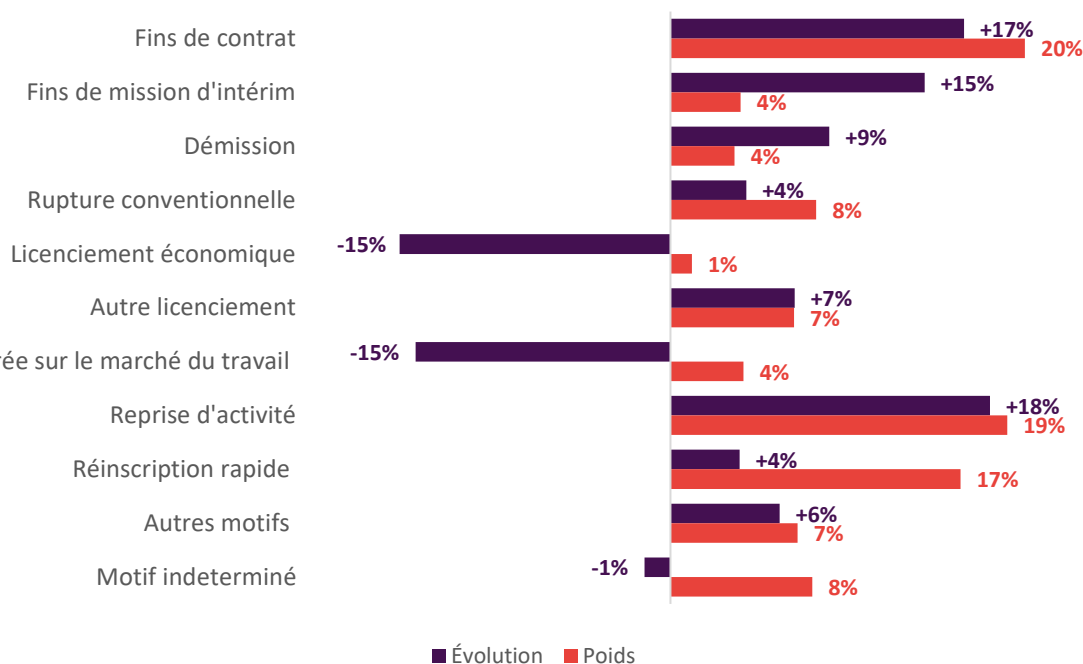
## Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi

La moyenne trimestrielle CVS des entrées dans la liste des demandeurs d'emploi des catégories ABC atteint 49 070 unités au 4<sup>e</sup> trimestre 2022. Elle est en hausse de +5,3% sur un an en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les entrées pour les motifs licenciement économique (-15%), premières entrées sur le marché du travail (-15%), les motifs indéterminés (-1%) sont en recul [cf. Graphique 17]. Leurs poids représentant seulement 13%, ils ne suffisent pas à inverser la tendance.

À l'inverse, les autres motifs sont en hausse, notamment les reprises d'activités (+18%) et les fins de contrat (+17%).

Graphique 17

### Évolution annuelle du nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi 4<sup>e</sup> trimestre 2022/2021 - Poids au 4<sup>e</sup> trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2022, le nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi se dégrade aux niveaux national et régional par rapport au trimestre précédent [cf. Tableau 13]. Au niveau départemental, plus de la moitié des départements est impactée par cette hausse.

De plus, sur un an, le nombre d'entrée se détériore et touche l'ensemble des départements, notamment le département des Hautes-Alpes.

Tableau 13

### Nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T4	2022T3	2021T4	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	530 000	517 970	494 030	+2,3%	+7,3%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>49 070</b>	<b>47 960</b>	<b>45 380</b>	<b>+2,3%</b>	<b>+8,1%</b>
Alpes-de-Haute-Provence	1 430	1 470	1 340	-2,7%	+6,7%
Hautes-Alpes	1 380	1 250	1 220	+10,4%	+13,1%
Alpes-Maritimes	10 600	10 690	9 730	-0,8%	+8,9%
Bouches-du-Rhône	19 880	19 570	18 670	+1,6%	+6,5%
Var	9 890	9 310	8 990	+6,2%	+10,0%
Vaucluse	5 890	5 670	5 440	+3,9%	+8,3%

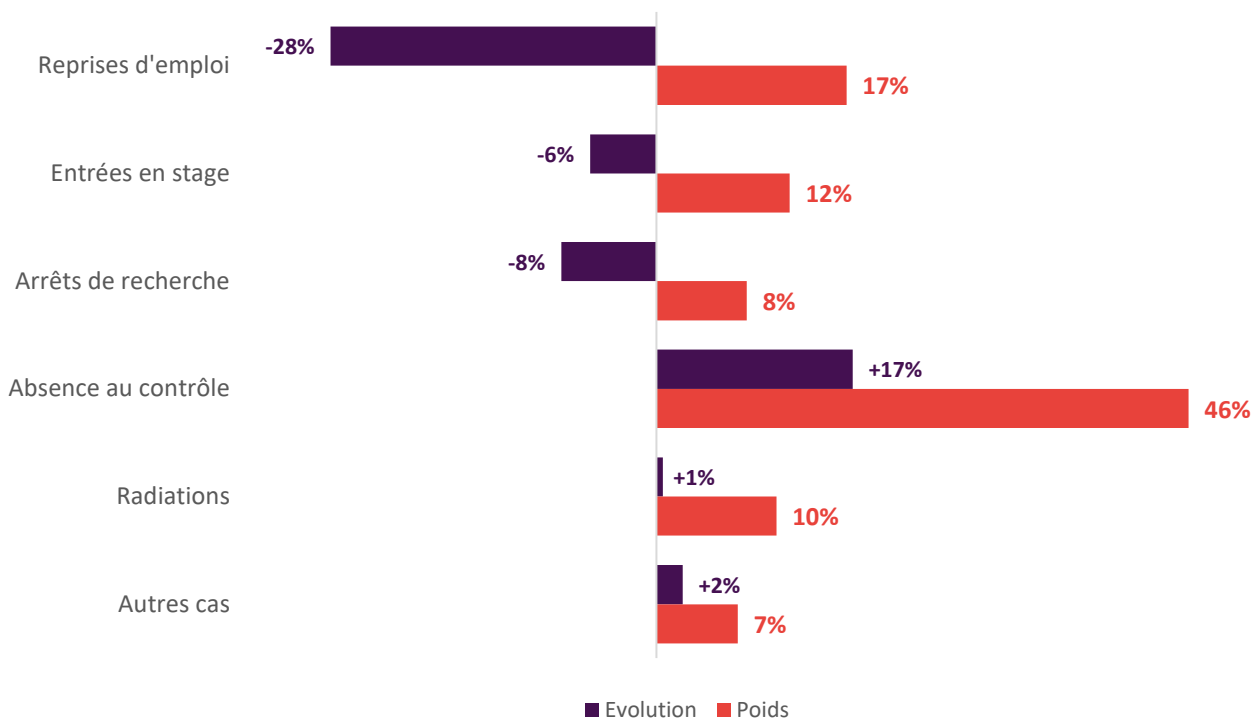
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

### Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi

Depuis plus d'un an, les sorties de la liste s'améliorent dans la plupart des motifs. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, les évolutions sont moins marquées que l'année précédente car le pays avait connu son premier déconfinement durant l'été 2020. Néanmoins, les sorties du chômage pour le motif reprises d'emploi sont en recul (-28%) mais aussi pour les motifs entrées en stage et arrêt de recherche. Leur poids conjoint impacte la tendance et détériore l'évolution des sorties de la liste (-1% sur un an) [cf. Graphique 18].

Graphique 18

#### Évolution trimestrielle du nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi 4<sup>e</sup> trimestre 2022/2021 - Poids au 4<sup>e</sup> trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sur un trimestre, les sorties ont augmenté aux niveaux national et régional, cette amélioration est visible sur tous les départements [cf. Tableau 14]. Toutefois, sur un an, une baisse du nombre de sorties du chômage est visible sur la moitié des départements de la région. Ces évolutions varient entre -3,4% dans le Vaucluse à +3,4% dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Tableau 14

#### Nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T4	2022T3	2021T4	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	546 030	515 030	552 330	+6,0%	-1,1%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>50 500</b>	<b>47 280</b>	<b>51 020</b>	<b>+6,8%</b>	<b>-1,0%</b>
Alpes-de-Haute-Provence	1 530	1 380	1 480	+10,9%	+3,4%
Hautes-Alpes	1 290	1 260	1 280	+2,4%	+0,8%
Alpes-Maritimes	11 120	10 480	11 370	+6,1%	-2,2%
Bouches-du-Rhône	20 440	19 190	20 400	+6,5%	+0,2%
Var	10 140	9 360	10 310	+8,3%	-1,6%
Vaucluse	5 980	5 610	6 190	+6,6%	-3,4%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle



## Sources et définitions

**Offres d'Emploi Enregistrées (OEE) :** offres d'emploi collectées par Pôle emploi (source *Pôle-emploi, Dares*)

On distingue 3 types d'Offres :

- Les emplois durables : Contrats à Durée Indéterminée, Contrats à Durée Déterminée de plus de 6 mois
- Les emplois temporaires : Contrats à Durée Déterminée de moins de 6 mois, missions d'intérim de plus d'un mois
- Les emplois occasionnels : Contrats à Durée Déterminée ou missions d'intérim de moins d'un mois

**Déclaration Préalable À l'Embauche (DPAE) :**

Il s'agit d'une procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur à l'intention d'embaucher (source Acooss).

**Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) :** inscrits à Pôle emploi au dernier jour du mois (donnée de stock).

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

**Demandeurs d'Emploi en Entrée (DEE) :** inscrits à Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

**Demandeurs d'Emploi en Sortie (DES) :** sortis des listes de Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPES, Dares)

On distingue les **catégories de demandeurs d'emploi** suivantes :

**Catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

**Catégorie B :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

**Catégorie C :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

**Catégorie D :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (maternité, maladie, formation...), sans emploi

**Catégorie E :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés par exemple)

**Recensement de la population:**

Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.

**L'emploi :**

Les estimations trimestrielles d'emploi salariés sont calculées conjointement par l'INSEE, l'ACOSS-URSSAF et la DARES

**Statistiques annuelles de l'emploi**

Les renseignements sont recueillis chaque fin d'année, lors de la régularisation annuelle des contributions auprès de l'ACOSS.

Ces chiffres portent sur l'**effectif total salarié** au sein de chacun des établissements au 31 décembre de l'année.

(source ACOSS).

**Taux de Chômage :**

on distingue :

- le taux de chômage au sens du **BIT (Bureau International du Travail)** : calculé pour la France métropolitaine à partir de l'enquête emploi, réalisée chaque trimestre auprès de 75 000 ménages (source INSEE)
- les taux de chômage **localisés** : pour les régions, estimations trimestrielles à partir du taux France métropolitaine puis estimations départementales et infra-départementales (zones d'emploi)

**Correction des variations saisonnières (cvs) :** les séries publiées dans ce document sont marquées par des phénomènes récurrents de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Lorsque la dessaisonnalisation est possible, nous affichons les variations en cvs afin d'analyser les fluctuations purement conjoncturelles des séries.

Directeur de la publication

Pascal BLAIN

Directeurs de la rédaction

Richard SPINOSA, Daniel EL KHANSSA

Réalisation

Marjorie ZAKARIAN

Direction de la Performance

Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

